



Le secteur rural domine largement l'économie nationale : il occupe 80 % de la population active, contribue pour près de 40 % du PIB et pour environ 90 % des recettes d'exportations. Les cultures vivrières, dominées par les céréales (mil, sorgho, riz et maïs) et les tubercules, représentent 80 à 85 % de la valeur des productions agricoles, le reste provenant essentiellement des cultures de rente (coton, arachide) et de la gomme arabique.

#### AGRICULTURE ET ÉLEVAGE DOMINENT L'ÉCONOMIE NATIONALE

Les systèmes de production ruraux se caractérisent par une utilisation limitée d'intrants, une productivité du travail réduite et de très faibles rendements de la plupart des cultures, même comparés aux pays voisins. Avec moins de 0,5 % des terres irriguées, la production agricole est extrêmement fluctuante notamment à cause de la variation inter-annuelle des précipitations : par exemple, l'estimation des récoltes de céréales de la campagne 1988-99 s'élève à 585 000 tonnes alors que celle de l'année suivante a grimpé à 1 470 000 tonnes.

L'élevage est pratiqué selon des systèmes de production extensifs, le plus souvent de type transhumant ou nomade. Il contribue pour environ 12 % du PIB et correspond au deuxième poste des exportations après le coton.

Le secteur agricole a un potentiel élevé de croissance mais il est confronté à une dégradation accélérée de son capital productif (dégradation des sols, de la couverture végétale et des ressources halieutiques). Celle-ci est due aux changements climatiques et à des systèmes d'exploitation inadaptés, qui en l'état, ne permettront pas une exploitation durable des ressources.

#### ENCLAVEMENT, PAUVRETÉ ET INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'enclavement, le manque d'infrastructures de transport et les dysfonctionnements des marchés accentuent les difficultés d'approvisionnement des zones déficitaires. Lors de mauvaises productions céréalières, on observe une hausse importante du prix des céréales, qui rend l'accès à l'alimentation très difficile pour les populations démunies, surtout dans les zones sahélienne et saharienne. Parallèlement on observe souvent une forte baisse du prix du bétail qui mine le pouvoir d'achat des éleveurs.

Le Tchad qui souffre d'un déficit structurel en céréales, est obligé d'en importer environ deux années sur trois pour l'approvisionnement des zones urbaines, mais aussi parfois pour les zones rurales déficitaires. Or la faiblesse des exportations et le déficit récurrent de la balance commerciale rend particulière-

ment difficile l'obtention de devises pour l'achat de céréales à l'étranger.

L'insécurité alimentaire et la pauvreté touchent de façon plus aiguë le monde rural et les femmes : 40 % des enfants de moins de 5 ans souffrent d'insuffisance pondérale et 80 % de la population vit en dessous du seuil d'1 \$ par jour. Cette faiblesse des revenus des familles est exacerbée par un accès tout à fait insuffisant et inégal aux services sociaux de bases : seulement 27 % des ménages ont accès à l'eau potable et la couverture vaccinale des enfants est inférieure à 30 %.

#### UN DISPOSITIF D'INFORMATION EN DIFFICULTÉ

Le CASAGC, institution de l'État chargée de la gestion des crises alimentaires est confronté à de sérieuses difficultés pour assumer son rôle. En effet, les institutions nationales chargées du suivi de la production agricole et de la situation alimentaire ne disposent plus des moyens pour collecter périodiquement des informations fiables. L'identification des zones à risques ne se fait plus selon une méthodologie bien arrêtée. Désormais, le ciblage des groupes vulnérables est souvent laissé au soin des opérateurs d'aides alimentaires.

La politique de décentralisation initiée ces dernières années n'a pas encore eu d'impact significatif sur l'amélioration de la structuration des populations rurales, ni sur la responsabilisation des collectivités locales. Il s'agit pourtant d'une étape essentielle dans la gestion participative et décentralisée des ressources naturelles et de la sécurité alimentaire.

Toutefois, la mise en exploitation prochaine de très importants gisements de pétrole dans le sud du pays est porteuse d'espoir pour la création de conditions propices à un développement économique durable et à l'amélioration des conditions de vie des populations.





## OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°1

LA PROMOTION D'UNE AGRICULTURE PRODUCTIVE, DIVERSIFIÉE,  
DURABLE ET RÉGIONALEMENT INTÉGRÉE

L'accroissement de la production agricole devra se faire par des gains de productivité qui permettront de répondre à l'augmentation et à la diversification de la demande de biens agricoles et agro-alimentaires. La réalisation de ce premier objectif s'appuiera sur la diffusion d'innovations techniques et sur des productions non traditionnelles, en prenant soin de promouvoir une meilleure intégration des productions agricoles et de l'élevage tout en assurant une bonne gestion des ressources naturelles. Les interventions s'appuieront sur la recherche-développement, la mise en place de systèmes de financement, l'amélioration des services de vulgarisation et sur la promotion de la mécanisation. On procédera à l'amélioration de la gestion des ressources en eau largement sous-exploitées à ce jour, à partir d'un approfondissement des connaissances sur la maîtrise de l'eau, de la construction de nouvelles infrastructures dans les zones à fort potentiel irrigable et la réhabilitation des aménagements existants. Les ressources forestières seront protégées grâce à l'intensification des programmes de reboisement et à l'amélioration de l'utilisation des combustibles ligneux.

## OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°2

LE DÉVELOPPEMENT, LA FLUIDIFICATION ET L'INTÉGRATION SOUS  
RÉGIONALE DES MARCHÉS NATIONAUX

Dans le but d'améliorer la compétitivité des produits, leur prix au consommateur et leur circulation sur les marchés nationaux et régionaux, les interventions viseront à promouvoir un environnement économique et institutionnel favorable à l'investissement dans la production et la commercialisation.

Des mesures seront prises pour réduire les contraintes à la libre circulation des produits, pour améliorer l'information relative aux marchés et accélérer l'exécution de programmes de construction d'infrastructures de transport.

## OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°3

L'AMÉLIORATION DURABLE DES CONDITIONS D'ACCÈS DES GROU-  
PES ET DES ZONES VULNÉRABLES À L'ALIMENTATION ET AUX SERVICES  
SOCIAUX DE BASE

L'amélioration de l'accès des pauvres à l'alimentation reposera sur des interventions visant à améliorer leur accès aux moyens de production, à diversifier leurs sources de revenus et à promouvoir les stockages villageois et les banques de céréales. Une politique fiscale plus équitable contribuera à la redistribution des revenus. Les femmes bénéficieront en priorité des programmes de lutte contre la pauvreté et de sécurité alimentaire.

Les conditions d'accès des plus démunis aux services sociaux de bases seront notablement améliorées grâce au développement des réseaux d'adduction d'eau potable, à l'amélioration de la qualité de l'eau distribuée et à la mise en place d'infrastructures nécessaires à la satisfaction des besoins en matière d'éduca-

tion, de santé et d'assainissement. De plus il est prévu de renforcer les programmes d'éducation et de communication destinés aux couches vulnérables, particulièrement en ce qui concerne la nutrition, l'hygiène et la santé.

## OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°4

L'AMÉLIORATION DES DISPOSITIFS DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES  
CRISES CONJONCTURELLES, EN COHÉRENCE AVEC LA CONSTRUCTION  
DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE STRUCTURELLE

Les sources d'informations sur la sécurité alimentaire étant actuellement disparates, ponctuelles et incomplètes, il est devenu essentiel de doter le Tchad d'un système d'information fiable et pertinent. Ce dispositif devra fournir de l'information sur les zones urbaines et rurales ; au-delà de l'analyse des revenus des populations vulnérables, il intégrera, l'analyse de leurs systèmes de vie de manière à faciliter l'identification d'instruments de réponse les plus appropriés.

Des interventions concerneront le renforcement des instances nationales de sécurité alimentaire, en les ouvrant à de nouveaux acteurs (secteur privé, ONG, société civile...), dans le souci de promouvoir une gestion plus décentralisée des stratégies de prévention et de gestion des crises. D'autre part, on veillera à ce que les actions d'urgence soient mieux orientées vers les potentialités de sortie de crise.

## OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°5

LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ACTEURS ET  
LA PROMOTION D'UNE BONNE GOUVERNANCE  
DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le renforcement des capacités des acteurs visera à conforter la structuration du monde rural grâce à la promotion et au développement des capacités institutionnelles des organisations professionnelles et à la formation de leurs membres en matière de techniques de production et de gestion. De plus, il est prévu de généraliser des formations et des échanges d'expériences sur la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté.

La promotion de la bonne gouvernance sera soutenue par l'approfondissement et la consolidation du processus de décentralisation et par l'intégration des enjeux de la sécurité alimentaire dans les prérogatives et les compétences administratives des collectivités locales.

